

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je vais permettre au ministre de répondre à la question s'il peut le faire brièvement. Il est évident, toutefois, que la question, telle que l'a formulée le député, est peut-être complexe et essentiellement du genre de celles qui, normalement, exigent une longue déclaration à l'appel des motions. Deuxièmement, j'estime que nous ne devrions pas nous livrer à une longue discussion sur un rapport qui, si je comprends bien la procédure, vient d'être envoyé à un comité de la Chambre. Cela dit, le ministre pourrait peut-être répondre à la question.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme mon honorable ami prend pour guide la loi de Murphy, j'aimerais considérer la question comme préavis.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, il arrive qu'il s'agisse ici de la loi d'Henderson et il est très important que nous soyons renseignés. Le ministre nous dirait-il s'il entend donner suite à la recommandation de l'auditeur général selon laquelle les critères employés devraient être incorporés dans le décret sur les tarifs des véhicules automobiles afin que les paiements, s'il en est, se fassent en vertu de ce décret et non pas par la méthode fort douteuse des décrets du conseil?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, M. Henderson a de nombreuses fonctions, mais rédiger la loi n'est pas l'une de celles-ci. Je serai heureux de prendre en considération la proposition de mon honorable ami.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre, ou à tout autre, qui est prêt à répondre pour le gouvernement? Étant donné que l'auditeur général a soulevé cette question dans des rapports successifs, pourquoi aucune mesure n'a-t-elle été prise et pourquoi le gouvernement continue-t-il à faire ces paiements, qui excèdent maintenant 180 millions de dollars, par décret du conseil plutôt que de la manière requise par les statuts de ce pays?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je dirais simplement que les comptables, et j'en suis un, font de piètres avocats.

Une voix: Et de piètres hommes politiques.

LES CÉRÉALES

ON SUGGÈRE DE DISSOUDRE LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

[Français]

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Comme la Commission canadienne du blé a prouvé son inefficacité sur le plan international, en laissant accumuler des «montagnes» de blé, le très honorable premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il songe à dissoudre cette Commission en vue de favoriser un commerce libre entre l'Est et l'Ouest du pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je prendrai la question comme avis. Je dois reconnaître que je n'ai pas très bien entendu la question.

LES FINANCES

DÉTENTE POSSIBLE DES TAUX D'INTÉRÊT

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Comme le président de la Bank of America, la plus importante banque de l'univers, a déclaré hier qu'il était persuadé que le taux d'escompte aux États-Unis baisserait en juin au plus tard, le ministre a-t-il été informé par le gouverneur de la Banque du Canada et le président du Conseil économique qu'une pareille éventualité pourrait aussi se produire au Canada dans un avenir prochain?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, on a certes constaté une détente des taux d'intérêt aux États-Unis et au Canada et j'ai bon espoir, avec le succès remporté par les méthodes efficaces que nous avons appliquées pour mâter l'inflation, que cette détente s'accroîtra encore.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'ai une question complémentaire à poser, monsieur l'Orateur. Je constate que le ministre a des difficultés de communications. A-t-il reçu un rapport sur le sujet du sénateur Lamontagne?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur. A vrai dire, je ne me suis pas entretenu avec lui dernièrement.

LES PÉNITENCIERS

SAINT-VINCENT DE PAUL—OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE RELATIVE AUX SUICIDES

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général.